

C'est dans un contexte et des conditions inédits que se déroule ce CTSD. Contexte inédit puisque toutes les écoles sont fermées depuis le 16 mars pour faire face à la propagation du COVID 19 et conditions inédites puisque nos débats se dérouleront en visioconférence. Il va sans dire que la période est exceptionnelle et source d'inquiétudes. Dans cette période difficile où la priorité est d'assurer la santé de la population et de protéger toutes celles et ceux qui y contribuent, vous nous demandez, aux niveaux national et local, de mettre en œuvre la carte scolaire comme si de rien n'était... Comment travailler sereinement avec nos collègues sur la préparation de la rentrée alors qu'elles-ils sont déjà tou-te-s mobilisé-e-s entre gestion du confinement, vie familiale rendue difficile, maintien des liens entre familles et école et leurs inquiétudes légitimes sur le creusement des inégalités sociales qui découle des injonctions de continuité pédagogique ? Annoncer une fermeture de classe dans ce contexte de tension sanitaire paraissait inenvisageable. Vous savez M. le DASEN notre attachement au paritarisme et au dialogue social, ceux-ci requièrent des conditions pour s'exercer. C'est pourquoi nous vous avons demandé un report de toutes les opérations de carte scolaire.

La dotation départementale initialement prévue de -4 postes est une énième marque de mépris à l'encontre d'une profession déjà fortement pénalisée par la dégradation de ses conditions de travail, par le recours systématique au new management dans la gestion des personnels et au pilotage des écoles par les évaluations, par une rémunération bien en deçà de celle des autres pays de l'OCDE et par le projet de réforme des retraites.

On voit mal dès lors comment pourront être honorées les promesses ministérielles de dédoublement des classes de grande section de maternelle en éducation prioritaire ou encore la limitation des effectifs en grande section, CP et CE1 hors éducation prioritaire à 24 élèves ? Comment reconstituer les réseaux d'aide aux élèves les plus en difficulté à l'heure de la mise en place du nouveau cahier des charges des CMPP ? Comment assurer efficacement le remplacement des personnels ? Comment en définitive donner corps à cette « priorité au primaire » qui n'en a décidément que le nom ?

Les dernières déclarations de Monsieur le Ministre quant au fait de ne pas fermer d'école en milieu rural sans l'accord du maire nous ont inquiétés. Si les fermetures envisagées au départ ne peuvent plus se faire, quels postes vont donc en subir les conséquences ? Les dispositifs PDMQDC et d'accueil des moins de 3 ans ? Les RASED ? Les remplaçants ? Les ouvertures envisagées ? Cela créera forcément des injustices, encore ! Les virevoltes ministérielles n'aident ni les DSDEN dans la préparation de rentrée ni les organisations syndicales dans leur implication et compréhension du mouvement à venir.

La crise sanitaire que nous traversons est d'une gravité extrême. Et dans ce contexte inédit, l'absence de moyens les plus élémentaires pour protéger les travailleurs, dont nos collègues, n'est pas acceptable ! Alors qu'aucune condition n'est réunie pour respecter les textes réglementaires concernant le télétravail (prise en charge des coûts induits, organisation du travail, volontariat des agents, etc.), les collègues font le maximum avec beaucoup d'engagement pour maintenir une activité scolaire à distance avec les élèves maintenant confinés. Mais nous savons que l'enseignement à distance ne peut remplacer le présentiel et que la discontinuité pédagogique imposée par la crise sanitaire, après avoir révélé l'incroyable fracture numérique dans notre pays, risque d'aggraver les inégalités scolaires. Cela n'a pas empêché un grand élan de solidarité des personnels de l'Éducation envers les personnels soignants, dont les enfants ont été pris en charge partout où cela a été nécessaire. Leur engagement ne peut se faire au détriment de leur santé ni celle de leurs familles .

A l'éducation nationale, nous sommes servis en propos ubuesques, contradictoires et méprisants niant les réalités vécues par nos collègues tous les jours en télétravail ou quand ils-elles vont garder les enfants de soignant-es. J M Blanquer ferait mieux de se taire car la propagation de ses propos inacceptables à d'autres membres du gouvernement est visible tous les jours. La FSU défend les collègues qui n'iront ni dans les supérettes distribuer leurs cours ni dans les exploitations de fraises. Nos collègues enseignant-es et administratif-ves méritent un autre ministre et une autre politique éducative tournée vers la réussite de toutes et tous les élèves.

Nous continuons donc d'exiger la mise à disposition par l'employeur ou par les collectivités locales, lorsque cela n'est pas fait, de matériel de protection sanitaire (gel, gants et masques) dans les écoles et établissements où sont accueillis, par des volontaires, ces enfants de soignants et les enfants des agents de la sécurité intérieure.

Alors qu'aucune condition n'est réunie pour respecter les textes réglementaires concernant le télétravail (prise en charge des coûts induits, organisation du travail, etc.), les collègues font le maximum avec beaucoup d'engagement pour maintenir une activité scolaire à distance avec les élèves confinés, tout en assurant la scolarité, pour nombre d'entre eux, de leurs propres enfants. Les personnels administratifs en font tout autant, souvent à distance quand ils le peuvent.

Dans ce contexte, la communication du ministre visant à faire croire que tout allait pour le mieux, "que tout était prêt", et les propos inacceptables de la porte-parole du gouvernement ont été reçus comme autant de marques de mépris.

Les excuses et les remerciements bien tardifs ne peuvent suffire, d'autant quand le constat est depuis des mois au décalage entre la communication médiatique, les paroles, et les actes. Alors faut-il croire à de simples erreurs de communication ? C'est en tout point scandaleux quand on mesure l'engagement des collègues pour réorganiser en urgence, et sans aucune anticipation possible, leurs pratiques professionnelles, et maintenir le lien pédagogique, dans un contexte dégradé au plan professionnel et familial. Les collègues ont besoin d'être rassurés, confortés dans leurs missions.

Le pays tient actuellement grâce au Service Public! Il faut donc leur faire confiance et ne pas les culpabiliser, et cesser les discours ou les pratiques qui leur laissent penser que l'on doute d'eux. La situation de travail empêché qu'ils connaissent est génératrice d'une réelle frustration, d'une vraie souffrance qui est et sera à prendre en considération.

Après cette longue période de confinement, le retour en classe va être très difficile pour de nombreuses et nombreux élèves, nous devons avoir les moyens de les accompagner, et le rôle des personnels de RASED en particulier va être très important. Il en va de même pour les autres postes d'ASH (ULIS écoles, référents).

Hélas, nous craignons fortement, avec ce pouvoir politique, que les jours d'après ressemblent à ceux d'avant ! Ceci n'aurait comme effet que de reproduire les mêmes catastrophes. Nous n'étions pas prêts car nous ne pouvions pas l'être, car rien n'avait été prévu pour que nous le soyons. Si nous n'en tirons pas la leçon et continuons dans la même voie, nous pouvons être certains que les crises futures produiront encore des drames, demain se prépare dès aujourd'hui.

Nous ne sommes ni des agitateurs, ni des violents, juste des représentants responsables, encore, toujours, et plus que jamais vigilants et fiers des valeurs de justice, de progrès social, et de solidarité que nous portons au nom des personnels que nous représentons ici.

Lors de son discours du 12 mars dernier, notre président semblait découvrir la nécessité des services publics en déclarant entre autres : « *Ce que révèle cette pandémie, c'est qu'il est des biens et des services qui doivent être placés en dehors des lois du marché* ». Nous nous autorisons à compléter « *en dehors des lois du marché et de toute logique comptable* ».

Il faudra s'en souvenir aussi demain et c'est le sens de la pétition pour un "Jour d'Après écologique, féministe et social", à l'initiative de 15 organisations (associations et syndicats), dont la FSU, issue de la tribune "Plus jamais ça, préparons le jour d'après" et que nous engageons chacun-e à signer et à relayer.

Pour conclure, la situation actuelle montre combien le Service Public en général, et celui de l'Éducation pour ce qui nous concerne, est nécessaire et indispensable pour garantir l'accès aux besoins essentiels de la population, jusqu'à la préservation de la vie. Les politiques visant à le réduire, au prétexte qu'il ne serait pas rentable, ont conduit à la catastrophe que nous vivons. Cette terrible expérience doit servir de point d'appui pour changer d'orientation, en profondeur. Si certains discours gouvernementaux semblent faire acte de repentance, de nombreux signaux montrent déjà qu'il n'en est rien. La FSU appelle les personnels à rester vigilant-es, et à être prêts à se mobiliser pour défendre le bien commun et revendiquer les moyens nécessaires pour que les Services Publics sortent renforcés de cette crise.

Pour la FSU 82,

Jonathan HISZ, Guillaume MANGENOT, Hélène NADAL, Sandra RUBIO, Maximilien REYNES-DUPLEIX



Le service public,
on l'aime, on le fait avancer !